

ECR GROUPE

NOS PRIORITÉS 2024 –2029

ECR GROUPE


RÉTABLIR LE
BON SENS
EUROPE DAY
EUROPE DAY





Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

Né en 2009 d'un mécontentement palpable face à la centralisation croissante de l'UE, nous nous sommes imposés comme une force de centre-droit de premier plan au Parlement européen, vouée à recentrer les efforts de l'UE sur les domaines où elle peut avoir un impact réellement positif pour tous les États membres.

Nous voulons veiller à ce que l'UE se concentre sur ses tâches essentielles et privilégie la coopération à valeur ajoutée, tout en s'opposant fermement à toute évolution vers un super-État supranational. Notre principe directeur, l'euroréalisme, souligne la nécessité d'une Union européenne réformée qui mette l'accent sur la coopération entre les États membres tout en préservant leur identité et leur autonomie au sein d'institutions non pas fédérales mais confédérales.

En tant que famille politique forte et constructive, l'ECR s'engage à poursuivre sans relâche des réformes significatives pour l'amélioration de l'Europe et de ses citoyens. Au milieu du bruit des tendances superficielles qui divisent nos sociétés, telles que le politiquement correct excessif, l'extrémisme environnemental et le wokisme, qui minent au lieu de construire et de préserver, nous soulignons l'importance de nous recentrer sur les questions fondamentales qui affectent réellement nos communautés européennes.

Notre objectif est de sauvegarder nos sociétés et nos démocraties nationales, enracinées dans des valeurs durables qui favorisent l'équilibre, l'harmonie et le bien-être général des citoyens. Nous voulons cultiver des sociétés qui prospèrent économiquement et qui défendent les principes intemporels inscrits dans leur patrimoine collectif. Face aux défis démographiques qui menacent l'essence même de notre continent, nous défendons la famille en tant que pierre angulaire de la cohésion sociale et promouvons des familles stables, reconnaissant leur rôle indispensable dans la promotion du bien-être individuel et de la solidarité communautaire.

Garantir la sécurité de chaque Européen est au cœur de notre mission. Appuyés sur des valeurs européennes durables et déterminés à améliorer la vie de tous les Européens, nous sommes prêts à contribuer à la construction d'un avenir meilleur et plus prospère.

Sincères salutations,

ECR Groupe

Nous protégerons les identités nationales : Moderniser l'Union européenne tout en préservant la souveraineté des États membres

L'ECR protégera les démocraties nationales de l'impuissance de Bruxelles
La liberté et la prospérité économique de l'Europe reposent sur un socle de valeurs et de coutumes nationales cultivées au fil des générations. Les gardiens de ce socle sont les États nations et leurs systèmes démocratiques respectifs. L'ECR s'efforcera de préserver les traditions, les libertés et les principes chers à l'Europe, ce qui nous amène à plaider en faveur d'une réforme au sein de l'Union européenne. Nous soutenons une vision dans laquelle l'UE se concentre sur moins de tâches, mais les accomplit plus efficacement.

L'ECR luttera contre la poursuite de la centralisation des pouvoirs de l'UE
Nous sommes fermement opposés à la concentration inutile du pouvoir à Bruxelles et estimons au contraire que la prise de décision doit rester aussi proche que possible du citoyen. Nous nous opposerons à tout effort visant à centraliser davantage le pouvoir au sein de l'UE ou à étendre le vote à la majorité qualifiée aux compétences qui en sont actuellement exclues. Il est essentiel de comprendre que le rôle de la Commission européenne ne doit pas devenir celui d'un gouvernement supervisant un super-État.

L'ECR sera à la pointe du combat pour le respect des Traités
L'ECR préconise d'utiliser les dispositions existantes du traité plutôt que d'introduire des couches supplémentaires de législation et de procédures. Nous voulons que l'UE entre dans une nouvelle phase qui donne plus de pouvoir aux États membres, en utilisant les mandats du traité de l'UE tels que la subsidiarité et la proportionnalité. En appliquant efficacement ces principes, nous pouvons renforcer nos mécanismes de prise de décision tout en préservant la souveraineté de nos démocraties nationales et en célébrant la riche mosaïque de cultures, d'économies, d'histoires et de perspectives qui font de l'Europe ce qu'elle est.

Nous protégerons nos citoyens : Renforcer nos défenses communes

L'ECR fera de la sécurité la priorité absolue de l'UE
L'ECR dirigera les efforts visant à renforcer notre industrie de la défense et à assurer notre sécurité. Pour ce faire, nous travaillerons directement avec notre industrie et nos forces armées pour faire en sorte que les fournisseurs essentiels de notre sécurité ne soient plus ignorés par Bruxelles. Nous nous efforcerons de mobiliser les ressources financières nécessaires à la défense et à la sécurité. L'UE est bien placée pour le faire, en apportant une valeur ajoutée par la mise en commun des efforts, la coordination et l'engagement dans des projets communs.

L'ECR renforcera les industries européennes de défense
Le retour de la guerre de haute intensité en Europe et l'augmentation des niveaux de menace régionaux et mondiaux exigent un changement dans l'échelle et la rapidité avec lesquelles la base industrielle et technologique de défense de l'Europe peut développer et produire toute la gamme des capacités militaires. L'ECR soutient fermement les initiatives visant à rendre nos industries de défense capables de fournir aux États membres et à leurs alliés des produits de défense de haute qualité, rapidement et dans les quantités requises. Nous sommes également très favorables aux mesures visant à faciliter

la coopération en matière de recherche et de développement et l'acquisition conjointe de produits de défense. À cette fin, l'ECR a été à l'avant-garde d'initiatives législatives telles que le Fonds européen de défense et le renforcement de l'industrie européenne de la défense par le biais de la loi commune sur les marchés publics. Dans le même temps, le groupe est fermement convaincu que la défense elle-même et la préparation militaire doivent rester la prérogative des États membres, et reste donc sceptique quant à l'établissement d'une union de défense au niveau de l'UE.

L'ECR continuera à se tenir aux côtés de l'Ukraine

Depuis plus d'une décennie, l'ECR dénonce la véritable nature du régime de Poutine. La guerre d'agression brutale de la Russie contre l'Ukraine a ouvert les yeux de l'Occident. Nous soutenons fermement l'Ukraine depuis les manifestations de l'Euromaidan, puis lors de l'annexion illégale de la Crimée, et surtout après l'invasion russe de 2022. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine et à faire pression sur les institutions de l'UE, les États membres et nos alliés pour qu'ils continuent à envoyer des fournitures, des armes, des munitions et de l'aide financière. Les Ukrainiens se battent contre un ennemi commun qui finira par s'attaquer à d'autres pays européens. Il s'agit d'une lutte entre le monde démocratique et la tyrannie. L'ECR fera activement campagne pour des sanctions encore plus fortes contre la Russie, ainsi que pour le renforcement des sanctions existantes et la poursuite de l'aide en armes et en matériel militaire. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine jusqu'à ce que l'occupant soit vaincu, et nous étendrons notre aide à d'autres peuples de la région qui vivent encore dans la peur et l'oppression, comme le peuple biélorusse. Nous continuerons également à soutenir la Moldavie et le peuple géorgien sur la voie de l'intégration à l'UE.





L'ECR continuera à soutenir la coopération entre l'UE et l'OTAN
L'ECR s'engage à favoriser la transformation de l'OTAN, à renforcer le lien transatlantique et à améliorer les capacités de ses forces armées. Notre engagement comprend le lancement et le soutien de nouvelles initiatives visant à augmenter les budgets de défense, à promouvoir les nouvelles technologies et à entraîner nos forces pour les environnements de combat futurs. Nous encouragerons activement les dépenses de défense, le développement des capacités et le maintien de l'OTAN en tant que principal acteur de la sécurité en Europe.

L'ECR luttera contre le terrorisme et la criminalité organisée
L'ECR est le principal défenseur des questions de sécurité au Parlement européen. Au vu du nombre croissant d'attaques terroristes contre les citoyens européens et des activités continues des groupes criminels dans tous les États membres, nous soulignons la nécessité urgente d'une action décisive. Les organisations terroristes et les réseaux criminels, caractérisés par leur créativité, leur mobilité et leur violence, représentent une menace transnationale importante. Il est donc impératif que l'UE soit pleinement consciente de cette menace et que le Parlement européen prenne des mesures rapides et efficaces. Les politiques ECR visent à dégrader les capacités opérationnelles d'un large éventail d'organisations terroristes et de réseaux criminels, ce qui, à terme, réduira leur motivation et conduira à leur défaite.

Nous assurerons la sécurité des frontières : Mettre en œuvre une approche globale de la gestion des migrations

L'ECR sécurisera efficacement les frontières de l'Europe contre l'immigration clandestine
L'augmentation du nombre de franchissements irréguliers des frontières extérieures de l'UE exige une action immédiate. L'immigration clandestine met à rude épreuve les infrastructures d'accueil et l'État-providence, compromettant la sécurité dans les États membres. Pour lutter efficacement contre cette crise, l'ECR préconise une approche en deux volets. Premièrement, il est impératif que les règles de l'UE soient modifiées pour permettre le financement des infrastructures frontalières afin que tous les États membres contribuent à la protection des frontières extérieures de l'UE. Deuxièmement, nous soutenons une stratégie proactive axée sur la prévention et la lutte contre les causes profondes de l'immigration, afin que l'idée d'entrer illégalement en Europe ne soit plus attrayante. En nous inspirant du modèle australien qui a fait ses preuves, nous demanderons à la Commission de commencer à négocier des accords pour des plateformes régionales de débarquement dans des pays tiers, afin que les demandes d'asile puissent être traitées en dehors de l'UE, décourageant ainsi les voyages dangereux en mer et dissuadant les migrants économiques illégaux, tout en offrant des voies sûres aux véritables réfugiés.

L'ECR luttera contre la traite des êtres humains et les passeurs de clandestins
Le trafic et l'introduction clandestine d'immigrants illégaux restent une activité lucrative pour les organisations criminelles en Europe, parfois même avec le soutien de gouvernements de pays tiers. L'ECR s'engage à mettre un terme à cette situation en s'attaquant de front à la dimension externe de la migration. Nous devons tirer parti de l'accès aux fonds de développement pour encourager une véritable coopération dans la gestion des flux migratoires, notamment en facilitant les retours et en luttant contre les organisations criminelles. Si nous rendons le voyage vers l'UE infructueux en mettant en place des plateformes régionales de débarquement en dehors de l'UE, si nous imposons le rapatriement des personnes dont la demande d'asile n'est pas fondée et si nous collaborons avec les pays tiers pour poursuivre les réseaux criminels, alors le nombre d'arrivées diminuera.

L'ECR permettra de lutter contre les abus du système d'asile de l'UE
À une époque marquée par les migrations massives, le rapport ECR propose de nouvelles réformes du cadre européen en matière d'asile. Pour éviter les abus, l'asile ne devrait être accordé qu'aux personnes qui fuient véritablement les persécutions et dont la vie est en danger. En traitant les demandes d'asile dans les pays avec lesquels les demandeurs partagent des liens culturels, religieux et/ou géographiques étroits, nous favoriserions leur intégration et empêcherions les abus des systèmes d'asile des États membres. Nous soutenons également des campagnes d'information généralisées et efficaces dans les pays tiers afin de dissuader les arrivées illégales.

L'ECR renforcera Frontex et Europol pour rendre nos frontières plus sûres
L'ECR s'efforcera de renforcer les agences de l'UE, telles que Frontex et Europol, qui protègent nos frontières, en veillant à ce qu'elles apportent un soutien efficace aux États membres pour faciliter les retours. Nous nous engageons également à améliorer l'efficacité des systèmes informatiques tels que le système d'information Schengen, le système d'information sur les visas, Eurodac et ECRIS-TCN, et à mettre rapidement en œuvre de nouveaux systèmes tels qu'ETIAS et le système d'entrée/sortie.

L'ECR établira un lien conditionnel entre la politique commerciale et de développement et la gestion des migrations
Le groupe ECR estime que toute augmentation de l'accès au marché et de l'aide au développement doit être subordonnée à la volonté des pays bénéficiaires de rapatrier leurs citoyens qui ont tenté d'entrer dans l'UE sans autorisation. Compte tenu de la myriade de défis auxquels l'UE est confrontée en raison des arrivées incontrôlées et des demandes d'asile frauduleuses, le groupe ECR considère que l'accès au marché intérieur et aux fonds d'aide de l'UE servirait d'incitation à une meilleure coopération avec les pays en développement en matière de retour et de réadmission, y compris des contrôles frontaliers plus robustes et la prévention des départs illégaux. Dans ce contexte, le groupe ECR s'efforcera de mettre en place des partenariats mutuellement bénéfiques pour relever des défis communs, en particulier les causes profondes de l'immigration clandestine dans les pays en développement.

Nous cultiverons l'agriculture : Promouvoir des pratiques agricoles et de pêche durables pour un avenir meilleur

L'ECR atténuera les effets négatifs du Pacte vert sur l'agriculture
L'ECR travaillera sans relâche pour s'assurer que les réglementations européennes mal évaluées ne nuisent pas à la sécurité alimentaire et à la viabilité de l'agriculture. Nous plaiderons pour une approche du Pacte vert basée sur le bon sens, la science et l'absence de bureaucratie, en mettant l'accent sur la haute priorité de la production alimentaire et des revenus agricoles stables. Nous insisterons pour que la Commission européenne réalise une évaluation de l'impact cumulatif des initiatives du Pacte vert, en particulier celles liées à la stratégie « De la ferme à la fourchette ». En outre, l'ECR fera pression pour que l'on se concentre davantage sur l'amélioration de la compétitivité des agriculteurs européens afin de s'assurer qu'ils ne sont pas poussés à la faillite par une concurrence déloyale résultant de normes différentes.

L'ECR rendra la politique agricole commune moins bureaucratique
Le groupe ECR œuvrera en faveur d'une politique agricole commune (PAC) qui garantisse une production alimentaire viable en Europe. Une PAC modernisée et bien financée est essentielle pour atteindre les principaux objectifs politiques de l'UE, y compris la sécurité alimentaire en fournissant aux consommateurs des aliments sûrs et de haute qualité à des prix abordables, en préservant les paysages et l'environnement naturel et en garantissant un niveau de vie équitable aux agriculteurs. Nous plaidons pour une réduction de la bureaucratie et une simplification de la PAC, et nous croyons au pouvoir des incitations volontaires plutôt qu'à celui des mesures imposées d'en haut. La PAC doit permettre aux agriculteurs d'adapter leur production alimentaire aux conditions locales.

L'ECR permettra une production alimentaire plus durable grâce à l'innovation
Le groupe ECR appellera à une meilleure utilisation de l'innovation pour parvenir à une production alimentaire durable. Par exemple, pour permettre une plus grande circularité, le plein potentiel des nutriments contenus dans le fumier animal doit être mis à la disposition des agriculteurs pour qu'ils puissent le réutiliser. En outre, l'agriculture de précision, qui peut réduire l'utilisation de pesticides, d'eau et d'engrais tout en améliorant la fertilité des sols et en augmentant les rendements, présente un potentiel énorme pour la production alimentaire durable.

L'ECR maintiendra les forêts sous gestion nationale
ECR maintiendra son opposition ferme aux tentatives persistantes de la Commission européenne d'étendre ses propres compétences dans le domaine de la sylviculture au nom de la protection de l'environnement. Notre groupe continuera à insister pour que les politiques forestières soient adaptées aux besoins et attentes spécifiques régionaux et locaux, et pour que les forêts restent gérées au niveau national.

L'ECR va promouvoir les indications géographiques
L'ECR promouvra un système performant d'indications géographiques pour les produits agricoles. Ce système, unique au monde, est conçu pour créer de la valeur sans nécessiter d'investissements publics. L'accent est mis sur la promotion d'une production de qualité, ce qui encourage la convergence et la clarté dans tous les secteurs. L'ECR s'engage à garantir un revenu équitable aux producteurs de qualité et à maintenir l'excellence des produits, contribuant ainsi aux objectifs de développement rural.

L'ECR appellera à garantir la compétitivité dans la perspective de l'élargissement de l'UE
L'ECR œuvrera en faveur d'une PAC équitable qui tienne compte des intérêts des consommateurs et des agriculteurs tant dans l'UE qu'en Ukraine, en particulier à la lumière de l'élargissement de l'UE. Il est essentiel de maintenir la compétitivité de l'UE au niveau mondial et cela ne peut se faire qu'en réduisant les charges qui pèsent sur les agriculteurs, qui sont actuellement ravagés par des règles et des réglementations excessives. L'ECR s'efforcera d'obtenir des ajustements politiques qui permettent de relever les défis à venir sans augmenter le budget global de l'UE ou la charge fiscale. Nous donnons la priorité aux principes du marché, à la suppression des réglementations nuisibles et à la nécessité de réduire la bureaucratie. En outre, l'ECR continuera à plaider en faveur d'une réglementation minimale et veillera à ce que nos politiques soutiennent les intérêts des agriculteurs et des consommateurs.

L'ECR garantira la durabilité et la responsabilité des pratiques de pêche
L'ECR s'attaquera aux défis auxquels est confronté le secteur de la pêche de l'UE par le biais d'une réforme globale de la politique commune de la pêche (PCP), en lançant diverses initiatives visant à garantir la durabilité et des pratiques de pêche responsables. Toute réforme devrait trouver un équilibre délicat entre les préoccupations sociales, économiques et de durabilité, en tenant compte des spécificités des différents bassins maritimes et en accordant une attention particulière aux flottes côtières et artisanales. Reconnaissant les préoccupations liées à l'obligation de débarquement, l'ECR demande instamment à la Commission européenne de proposer d'urgence des mesures alternatives. En outre, l'ECR contribuera activement au développement de l'économie bleue, en mettant l'accent sur l'utilisation responsable et durable des ressources marines.

L'ECR fera pression en faveur d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche et demandera à la Commission européenne de retirer le plan d'action pour la pêche
L'ECR s'est engagé à promouvoir la coopération mondiale par le biais d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche avec des pays tiers, permettant aux navires de l'UE de pêcher au-delà des frontières de l'UE. Grâce à ces efforts stratégiques, l'ECR envisage un avenir où l'industrie de la pêche prospère en harmonie avec les objectifs de conservation de l'environnement, en soutenant les

économies locales, en garantissant la durabilité des emplois et en contribuant au bien-être général des écosystèmes marins. L'ECR rappelle qu'il n'existe aucune base juridique pour les mesures et les délais proposés par la Commission dans son plan d'action pour la protection et la restauration des écosystèmes marins en vue d'une pêche durable et résiliente. Nous considérons que l'interdiction des engins de fond mobiles dans les zones marines protégées est une mesure injustifiée qui manque d'une analyse socio-économique approfondie et qui n'est pas basée sur les meilleures données scientifiques disponibles. Elle semble également contrevenir aux obligations internationales. L'ECR demande une évaluation du plan d'action en termes d'impact socio-économique sur les communautés côtières et d'effet cumulatif sur la disponibilité des ressources alimentaires.

Nous allons réviser le Pacte vert : Trouver le bon équilibre entre action climatique et prospérité économique

L'ECR travaillera pour revitaliser l'industrie en Europe
L'industrie est l'épine dorsale de l'économie européenne et de la prospérité de millions de citoyens. Cependant, en tentant de résoudre des problèmes climatiques vitaux, les responsables politiques européens ont élaboré des politiques sans faire preuve de la prudence requise et sans procéder à des évaluations d'impact sérieuses. L'UE a dépassé un grand nombre de ses objectifs climatiques et a placé des attentes démesurées sur ses industries. La combinaison néfaste d'une bureaucratie excessive, d'investissements coûteux pour répondre aux nouvelles exigences et de coûts énergétiques élevés a sérieusement sapé la compétitivité, forçant de nombreuses entreprises à fermer ou à se délocaliser. L'ECR s'efforcera d'inverser cette tendance et de redonner espoir à l'industrie européenne. Nous ne pouvons accepter la désertification industrielle de régions entières, suivie d'une migration économique pour de nouveaux emplois qui n'apparaissent que dans quelques grandes villes du continent grâce aux subventions des États membres ayant des capacités financières plus élevées. Nous appelons à une approche raisonnable des politiques clés qui combinent la décarbonisation avec la croissance économique, l'emploi et la compétitivité mondiale, tout en renforçant notre résilience et la sécurité de l'approvisionnement. Nous demandons des politiques qui garantissent le maintien et le développement du potentiel industriel des régions en transition énergétique.

L'ECR va promouvoir le développement durable dans le secteur automobile
L'ECR salue les récentes avancées dans le développement de véhicules plus circulaire et plus économe en ressources. Toutefois, nous nous engageons à préserver la compétitivité du secteur automobile européen tout en veillant à ce que tous les citoyens de l'UE aient accès à des moyens de transport privés. En outre, nous plaiderons en faveur d'une compensation équitable pour les personnes dont les véhicules doivent être mis à la casse en raison des restrictions à l'exportation. Il est essentiel de reconnaître que ces personnes sont parmi les plus vulnérables et qu'elles doivent bénéficier d'un soutien approprié, afin de s'assurer qu'aucune personne et qu'aucun lieu ne soient laissés pour compte.

L'ECR appellera à un renouveau du moteur à combustion interne
L'ECR rejette l'interdiction réglementaire des moteurs à combustion interne prévue pour 2035, en raison de préoccupations concernant le calendrier et les impacts socio-économiques plus larges. Les constructeurs automobiles européens et les fournisseurs de composants sont confrontés à d'importants défis opérationnels lorsqu'ils s'efforcent de passer aux véhicules électriques en un peu plus d'une décennie. En outre, les véhicules électriques coûtent toujours plus cher au départ que les voitures à moteur à combustion, même avec des incitations fiscales, et il est essentiel que les véhicules restent abordables pour les familles de travailleurs qui sont déjà vulnérables à la flambée du coût de la vie. Pour contribuer à résoudre ces difficultés, l'ECR fera pression pour que l'interdiction soit supprimée, tout en exhortant l'UE à accorder une plus grande priorité aux investissements dans l'éducation, la formation et les programmes de requalification, alors que les travailleurs de l'automobile sont en transition vers de nouveaux rôles dans un secteur dynamique et en constante évolution.





L'ECR donnera la priorité à la réalisation des objectifs climatiques actuels avant d'en envisager de nouveaux

L'ECR reconnaît qu'il est important de s'attaquer aux effets négatifs du changement climatique. Par conséquent, nous insistons sur la nécessité d'une stratégie globale et pragmatique qui traite de questions essentielles telles que la sécurité alimentaire, l'agriculture, les ressources en eau, les écosystèmes naturels et le développement urbain. Dans ce travail, nous devons prendre en compte la diversité géographique de l'UE ainsi que les besoins économiques spécifiques des États membres, des régions et des communautés locales. Plus important encore, nous demandons à la prochaine Commission de donner la priorité à la mise en œuvre et à la consolidation du paquet « Fit for 55 » avant d'introduire de nouvelles réglementations sur le climat. Cette approche permettra de concentrer les efforts sur l'obtention de résultats tangibles et de maximiser l'efficacité de la législation existante.

L'ECR contestera les plans visant à fixer de nouveaux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre

L'UE a déjà du mal à faire face aux coûts de son objectif climatique pour 2030. Par conséquent, l'ECR contestera fermement les plans non chiffrés visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 90 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2040. Dans un contexte de défis mondiaux sans précédent, d'escalade des prix de l'énergie et d'augmentation des coûts du carbone, nous sommes préoccupés par le calendrier de cet objectif climatique ambitieux. La poursuite de cet objectif ambitieux et aux conséquences non évaluées, qui nécessite des émissions proches de zéro de la part des industries à forte consommation d'énergie et d'émissions, pourrait inciter les entreprises et les chaînes de valeur industrielles à se délocaliser en-dehors de l'UE, où les coûts de production sont généralement plus faibles. Cela pourrait entraîner de graves difficultés financières et des pertes d'emplois sur tout le continent. Le groupe ECR estime que l'ambition climatique doit être atteinte par l'innovation et l'investissement, et non par la désindustrialisation. Par conséquent, nous insistons pour que la Commission produise en temps voulu une étude d'impact complète analysant les différents scénarios, les voies de réduction, les coûts et les avantages d'un objectif climatique accru, bien avant ses propositions d'habilitation d'une nouvelle législation.

L'ECR protégera les citoyens et les entreprises des effets négatifs du Pacte vert

L'ECR fera tout ce qui est en son pouvoir pour contrer l'impact économique négatif du Pacte vert. Nous devons veiller à ce qu'il ne nuise pas involontairement au bien-être des citoyens européens ou à la compétitivité des entreprises. À cette fin, l'ECR souligne l'importance de prévenir une augmentation de la pauvreté énergétique résultant des politiques du Pacte vert. Nous avons besoin d'une approche équilibrée qui préserve les objectifs environnementaux et le bien-être socio-économique, en veillant à ce que les consommateurs vulnérables aient accès aux services et produits énergétiques essentiels.

L'ECR luttera contre la pauvreté dans les transports

L'ECR se battra pour une définition harmonisée de la pauvreté dans les transports et demandera instamment à tous les États membres d'évaluer le nombre de citoyens touchés par ce phénomène. Afin d'améliorer la compétitivité de l'industrie européenne, il est également crucial d'aligner les mesures réglementaires sur la capacité des infrastructures. Nous nous opposons donc à l'imposition de taxes supplémentaires, telles que les taxes du système d'échange de quotas d'émission (ETS) ou les droits supplémentaires sur les produits énergétiques utilisés comme carburant, lorsque les connexions fiables au réseau nécessaires à l'électrification ne sont pas encore disponibles. Les industries ne devraient pas être pénalisées pour des circonstances indépendantes de leur volonté et l'UE devrait encourager une transition plus équitable vers des alternatives plus vertes.

L'ECR favorisera une plus grande connectivité de l'UE et des investissements dans les infrastructures stratégiques

L'ECR plaidera en faveur d'une augmentation des investissements et d'une simplification des procédures d'autorisation pour le développement et la modernisation des infrastructures de l'UE, ce qui est particulièrement important dans les zones rurales et isolées où des investissements ciblés sont nécessaires pour améliorer l'accessibilité et veiller à ce que les communautés isolées ne soient pas laissées pour compte. Nous continuerons à faire pression pour accélérer le développement des corridors de transport nord-sud tels que la Via Carpathia, pour améliorer le développement des centres de transport multimodaux et pour la liaison ferroviaire à grande vitesse Rail Baltica entre les États baltes et le reste de l'Europe. Nous continuerons également à soutenir l'interconnexion et la modernisation des infrastructures énergétiques des pays de l'UE - des projets qui répondent aux besoins pressants des citoyens et de l'industrie européens en matière d'accès à des sources d'énergie diversifiées, fiables et abordables, y compris les réseaux d'électricité et de gaz naturel.

Nous stimulerons la croissance économique : Exploiter la puissance du marché unique et des PME européennes

L'ECR s'efforcera de remodeler l'avenir numérique de l'UE

L'ECR sera le moteur d'une vision audacieuse de l'avenir numérique de l'Europe. Dans le monde d'aujourd'hui, la technologie permet aux entreprises d'accroître leur efficacité, d'optimiser leurs opérations et d'être compétitives à l'échelle mondiale. C'est pourquoi nous considérons qu'il est essentiel que l'UE dispose d'un nouveau cadre législatif (NLF) qui comprenne réellement le monde numérique, libérant les produits logiciels innovants de règles obsolètes. Nous allons réduire la bureaucratie, numériser les opérations et encourager une culture de l'entrepreneuriat numérique. Il est donc impératif de passer en revue toutes les lois récentes pertinentes afin d'éliminer les chevauchements et les conflits. Notre objectif est de faire de l'UE un foyer d'innovation en stimulant les investissements dans les technologies de pointe telles que l'IA, la 5G/6G, l'informatique quantique et d'autres. Nous demandons instamment à la Commission de présenter une véritable vision numérique pour l'UE, permettant à l'Europe de rivaliser efficacement avec les ambitions et les réalisations des États-Unis, de la Chine ou de l'Inde.

L'ECR continuera à se battre pour moins de bureaucratie

L'ECR luttera toujours contre les exigences réglementaires inutilement lourdes qui entravent le bon fonctionnement du marché unique et la compétitivité mondiale de l'UE. Ces contraintes réglementaires empêchent également les institutions financières de répondre efficacement à la dynamique du marché, d'innover avec de nouveaux produits et services et de fournir des solutions optimales à leurs clients. Nous sommes déterminés à rationaliser les procédures bureaucratiques et à supprimer les exigences inutiles en matière d'information et de divulgation.



L'ECR permettra de lutter contre les charges administratives
L'ECR soutiendra fermement la mise en œuvre du principe d'unicité (OOP) en tant qu'approche standard, dans le but de réduire les charges administratives et d'améliorer l'efficacité dans tous les secteurs. Il est temps d'opérer un changement de paradigme audacieux, sous l'impulsion de l'ECR, en s'éloignant de l'emprise étouffante de la surréglementation et en libérant le pouvoir de l'innovation, en particulier dans les technologies de l'intelligence artificielle (IA). Nous refusons de rester les bras croisés alors que l'Europe risque de prendre du retard dans la course mondiale aux technologies. Notre mission est d'être le fer de lance d'un changement transformateur qui propulse l'UE à la pointe de l'innovation technologique, en libérant notre continent des entraves de la domination réglementaire. Il ne s'agit pas seulement d'un programme politique, mais d'un engagement solennel à améliorer la qualité de vie et la prospérité de nos citoyens et des générations futures.

L'ECR plaidera en faveur d'analyses d'impact rigoureuses pour tous les changements législatifs majeurs
L'ECR se consacre à la refonte du programme « Mieux légiférer » de l'UE afin de le transformer d'une promesse vide en une action tangible. Nous nous engageons à procéder à une réforme globale, en appliquant un mécanisme qui exige des évaluations d'impact rigoureuses pour tous les changements juridiques importants apportés aux projets de législation. Notre objectif est de contrecarrer la tendance à transformer hâtivement des idées non testées en réglementations onéreuses qui ont un impact négatif sur les citoyens et les entreprises. Qu'il s'agisse d'une politique des consommateurs qui affecte les citoyens sur le plan économique ou de l'imposition de règles inutiles - telles que l'application des mêmes exigences de cybersécurité à un jeu sur smartphone qu'à une centrale nucléaire - nous nous efforcerons de produire une législation plus réfléchie et plus efficace.

L'ECR demandera une évaluation continue et une analyse coût-bénéfice de la législation de l'UE
L'ECR défendra des politiques fondées sur une préparation minutieuse. Nous donnerons la priorité aux données objectives et aux meilleures pratiques, en analysant les situations dans tous les États membres, plutôt que sur des marchés choisis de manière sélective. En outre, nous soutenons l'évaluation continue au moyen d'analyses coûts-avantages permanentes, conformément aux recommandations de la Cour des comptes concernant les indicateurs de résultats mesurables. Cela garantit l'efficacité et une compréhension claire de l'impact des initiatives de l'UE. Nous nous engageons à promouvoir des politiques qui atteignent leurs objectifs, favorisent la durabilité et renforcent la compétitivité au sein de l'UE.

L'ECR se battra pour des conditions de concurrence équitables en matière d'aides d'État
L'ECR plaidera fermement en faveur de conditions de concurrence équitables au sein du marché intérieur de l'UE, afin de garantir une concurrence égale entre les entreprises de tous les États membres de l'UE, qu'elles soient nouvelles ou anciennes, grandes ou petites. Nous plaidons pour une concurrence loyale qui permette aux consommateurs d'accéder à une gamme diversifiée de produits et de services de haute qualité à des prix compétitifs. Permettre à certains pays de l'UE d'accorder des subventions déloyales ne désavantage pas seulement les entreprises des autres États membres, mais entraîne également des pertes d'emplois et des difficultés économiques. En appelant à des conditions de concurrence équitables en matière d'aides d'État, l'ECR s'efforcera de garantir une concurrence loyale dans le marché unique. Nous voulons que les entreprises, quelle que soit leur taille ou leur origine, soient sur un pied d'égalité. Notre objectif est de favoriser une concurrence loyale qui profite aux consommateurs en offrant une gamme de produits et de services de qualité à des prix compétitifs, tout en renforçant la compétitivité de l'UE au niveau mondial.

L'ECR réformera le marché des services, libérant ainsi un énorme potentiel de croissance
L'ECR fera avancer les initiatives visant à transformer le marché intérieur des services et à libérer son important potentiel économique, estimé à 389 milliards d'euros, soit 2,28 % du PIB de l'UE. Nous sommes déterminés à éliminer les obstacles qui empêchent actuellement les Européens, qu'il s'agisse d'entrepreneurs ou de grandes entreprises, d'offrir leurs services au-delà des frontières. Conscients de la diversité des règles nationales, nous nous attachons à promouvoir une plus grande utilisation des mécanismes de reconnaissance mutuelle, afin de permettre à tous les Européens de commercialiser plus facilement leurs services dans l'ensemble de l'Union. Notre objectif ultime est de créer un marché unique qui facilite la prestation de services transfrontaliers en toute transparence, stimulant ainsi la croissance économique et l'innovation pour tous.

L'ECR demandera une normalisation dirigée par des experts et non par des bureaucrates
L'ECR mènera la charge pour réformer la gouvernance de la normalisation de l'UE, en plaidant pour un système guidé par des experts de l'industrie, et non par des bureaucrates. Nous nous attaquons à la tendance de la Commission au protectionnisme et à la fragmentation de la normalisation en promouvant des approches ouvertes, collaboratives et globales, essentielles à la stratégie numérique de l'UE. Notre objectif est de réaligner les normes de l'UE sur des partenaires mondiaux animés du même esprit et sur un large engagement des parties prenantes, afin de créer un écosystème où l'innovation transcende les frontières. Le système européen actuel de normes harmonisées s'enlise dans des complexités juridiques et des retards bureaucratiques, ce qui entraîne une augmentation des coûts et des préoccupations, en particulier pour les PME. Nous avertissons que la création d'un écosystème hermétique de normes européennes reviendrait à construire une forteresse numérique, enfermant nos entreprises et entravant leur expansion mondiale. Nous voulons faire de la normalisation un catalyseur de la compétitivité et de l'évolutivité européennes, en veillant à ce qu'elle facilite la croissance et l'innovation au lieu de les entraver.

L'ECR appellera à une UE favorable aux PME
L'ECR reconnaît le rôle essentiel des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'économie de l'UE. L'évolution rapide du paysage réglementaire pose des défis importants aux PME et aux autorités de régulation, mettant en péril l'investissement, l'innovation et le progrès numérique dans l'UE. Afin de soutenir efficacement les PME, nous préconisons une réglementation adaptable, en donnant la priorité au principe « Think Small First », en mettant l'accent sur l'application plutôt que sur la nouvelle réglementation, sur la nécessité d'évaluations approfondies de l'impact sur les PME, sur la fixation de calendriers réalistes, sur la simplification de la passation des marchés et sur la promotion de la reconnaissance mutuelle. En outre, nous remettons en question la création du nouveau représentant de la Commission pour les PME, chargé de guider les PME et de défendre leurs intérêts, car nous devrions nous concentrer sur la résolution des problèmes de mise en œuvre plutôt que sur la création de nouvelles structures bureaucratiques.





L'ECR plaidera en faveur d'une plus grande efficacité de la politique de cohésion de l'UE
L'ECR rappelle que la politique de cohésion, qui représente environ un tiers du budget de l'UE, doit rester un pilier fondamental de l'UE. Son objectif premier devrait être de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale et de minimiser les disparités régionales, tout en respectant les principes de subsidiarité et de proportionnalité. L'ECR met l'accent sur un soutien ciblé aux régions confrontées à des problèmes de développement et souligne la nécessité d'un financement suffisant pour faire face aux nouveaux défis. L'ECR promeut la gestion partagée et le principe de partenariat pour des résultats plus efficaces de la politique de cohésion. Il est primordial de renforcer l'efficacité de la politique de cohésion pour les États membres et les régions de l'UE, et nous sommes déterminés à y parvenir en rationalisant et en offrant une plus grande flexibilité. Les efforts de simplification doivent se concentrer sur la réduction des charges administratives pour les administrations nationales, régionales et locales. En outre, nous nous efforcerons en priorité d'accorder aux États membres et aux régions une plus grande autonomie dans la prise de décision concernant le ciblage et l'allocation des ressources, favorisant ainsi un cadre de cohésion plus adaptable et plus réactif.

Nous assurerons la sécurité énergétique et stimulerons l'innovation : Vers la résilience

L'ECR luttera contre la discrimination à l'égard de l'énergie nucléaire
L'ECR continuera à soutenir et à défendre le principe de neutralité technologique dans les nouvelles initiatives législatives de la Commission européenne. Il ne devrait y avoir aucune discrimination à l'encontre d'une technologie qui pourrait aider l'Europe à atteindre une économie nette zéro d'une manière rentable. Nous reconnaissons l'importance de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique des États membres qui ont choisi de s'appuyer sur cette source d'énergie. En outre, l'ECR considère qu'il est nécessaire d'accorder une attention accrue aux petits réacteurs modulaires dans le prochain mandat et demande instamment à la Commission européenne de préparer un cadre réglementaire pour soutenir ces réacteurs.

L'ECR fera de la géothermie une partie intégrante d'une transition énergétique juste
L'énergie géothermique est une source d'énergie renouvelable locale qui peut fournir de l'électricité, du chauffage et du refroidissement dans tous les États membres. Ses coûts d'exploitation sont faibles, mais par rapport à d'autres sources d'énergie renouvelables, elle peut être facilement mise en marche et arrêtée, nécessite une utilisation limitée des sols et peut être facilement intégrée dans le paysage. Malgré cela, l'énergie géothermique joue souvent un rôle marginal dans le débat sur les énergies renouvelables, en particulier en ce qui concerne la transition énergétique, la réindustrialisation et la lutte contre la pauvreté énergétique. L'ECR a lancé le débat sur l'énergie géothermique au cours de la dernière législature, ce qui a conduit à l'adoption d'un rapport sur l'énergie géothermique par une majorité écrasante du Parlement européen. Nous avons l'intention de poursuivre sur la lancée des deux prochaines présidences, qui prévoient de faire de l'énergie géothermique leur initiative phare.

L'ECR préconisera un soutien accru à la recherche et à l'innovation
L'ECR s'efforcera de mettre davantage l'accent sur les besoins de l'industrie afin de favoriser sa compétitivité et de répondre aux besoins urgents de la société. Nous continuerons à promouvoir et à défendre Horizon Europe, le plus vaste programme de recherche et d'innovation de l'UE, doté d'un budget global de 95,5 milliards d'euros pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027. L'ECR continuera à soutenir l'élargissement des actions de recherche et de développement (R&D) afin d'aborder et d'atténuer les disparités dans les activités de recherche et d'innovation entre les différents États membres. Le maintien de la R&D dans un plus grand nombre de régions permet de garantir que les efforts de recherche s'alignent mieux sur les divers besoins de la société. Cette approche peut conduire à l'élaboration de solutions plus spécifiques au contexte et plus pertinentes pour les différentes communautés. Les mesures d'élargissement devraient se poursuivre et être renforcées dans les futurs programmes-cadres européens de R&D, dans l'intérêt de chaque État membre, afin de créer un espace européen de la recherche bien équilibré. L'ECR continuera également à se pencher sur la question de la liberté académique, ayant régulièrement exprimé de vives inquiétudes quant à la propagation de l'orthodoxie progressiste et à la montée de la culture de l'annulation (« cancel culture ») dans les institutions académiques, qui a réduit au silence les voix alternatives et les perspectives diverses, limité la liberté académique et empêché un débat intellectuel sérieux.

Nous nous battrons pour les libertés fondamentales et contre ceux qui cherchent à les affaiblir

L'ECR empêchera les idéologues de détourner l'internet
L'ECR continuera à se battre pour la liberté numérique et la transparence, en s'appuyant sur les succès obtenus avec la loi sur les services numériques (DSA). Nous sommes déterminés à faire en sorte que la réglementation numérique réponde efficacement aux défis posés par les grandes plateformes en ligne sans compromettre la liberté d'expression. La protection de la liberté de l'internet contre une surveillance et une censure trop zélées reste une priorité absolue, car nous nous efforçons de préserver la nature ouverte de l'internet. Nous ne permettrons pas que l'opinion publique soit trompée et que les voix en désaccord avec la politique dominante soient qualifiées de discours de haine pouvant être réduits au silence et éradiqués.

L'ECR défendra l'anonymat en ligne
L'ECR s'opposera fermement aux propositions visant à désanonymiser l'internet et à exiger l'identification des utilisateurs par le biais de systèmes d'identification électronique. De telles mesures reviennent à mettre une laisse numérique sur chaque citoyen - une approche qui étouffe la liberté et la créativité sous couvert de sécurité. Au lieu de cela, nous préconisons un internet sûr basé sur la responsabilisation des parents, et non sur le contrôle gouvernemental. Nous proposons une nouvelle initiative visant à mettre en place des outils de contrôle parental de base permettant aux parents de surveiller efficacement les activités en ligne de leurs enfants. Cette approche garantira un environnement internet plus sûr pour les jeunes utilisateurs, sans empiéter sur les droits parentaux

ni transformer l'État en suzerain numérique. Notre vision est celle d'un espace numérique équilibré entre liberté et sécurité, où les familles constituent la première ligne de défense pour se protéger en ligne, et non une surveillance gouvernementale intrusive. Cette approche est conforme à nos valeurs fondamentales de liberté individuelle, d'intégrité familiale et d'ingérence minimale de l'État, garantissant un avenir numérique libre mais responsable pour tous.

L'ECR luttera contre l'antisémitisme

L'ECR réaffirme son soutien à une stratégie européenne de lutte contre la montée alarmante de l'antisémitisme. Nous continuerons donc à condamner sans équivoque toutes les attaques visant les communautés juives et restons pleinement engagés en faveur de leur sécurité et de leur avenir au sein de l'Europe. Le groupe ECR continuera à soutenir le travail de la Commission européenne dans la promotion d'une stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de promotion de la vie juive en Europe. Nous attachons une grande importance au rôle intégral que les communautés juives ont joué en Europe et à leurs nombreuses contributions à l'histoire, à la culture et à la science européennes depuis des siècles. Dans cette optique, nous pensons qu'il est important de combattre à la fois le vieil et le nouvel antisémitisme, ce dernier s'installant dangereusement et de plus en plus dans de grandes parties de l'Europe en réponse aux événements du Moyen-Orient. Nous continuerons donc à condamner toute attaque contre les communautés juives et nous nous en tiendrons à notre engagement inébranlable en faveur de leur sécurité et de leur avenir en Europe.

L'ECR luttera contre toutes les formes d'extrémisme

L'ECR restera ferme dans sa lutte contre toutes les formes d'extrémisme afin de garantir la cohésion sociale de nos sociétés. En ce qui concerne l'extrémisme violent à motivation religieuse, nous exprimons notre profonde inquiétude quant à l'allocation de fonds européens et étrangers aux Frères musulmans et aux organisations affiliées opérant en Europe, et nous continuerons d'appeler à leur cessation immédiate. Il est impératif que nous restions vigilants et proactifs dans la prévention de la prolifération des réseaux extrémistes de toute nature au sein de nos sociétés.



Nous serons le fer de lance de la croissance économique mondiale : Élaborer une vision commerciale audacieuse

L'ECR favorisera un commerce fondé sur des règles et des accords de libre-échange de meilleure qualité

L'ECR cherchera activement à conclure de nouveaux accords commerciaux pour aider les entreprises de l'UE à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement, en privilégiant des partenaires stratégiques tels que les États-Unis, l'Inde, le Mexique, l'Australie et la Thaïlande. Le renforcement des accords sur le numériques et les matières premières critiques est également crucial pour la résilience des entreprises de l'UE. Nous nous efforcerons de renforcer et d'élargir la coopération au sein du Conseil UE-États-Unis du commerce et de la technologie, tout en cherchant activement à obtenir un accord d'association avec le Royaume-Uni. En ce qui concerne les relations entre l'UE et le Royaume-Uni, nous sommes favorables au développement de l'accord-cadre de Windsor et à la priorité donnée au renforcement de la coopération en matière de défense et de sécurité.

L'ECR luttera contre les pratiques commerciales déloyales

L'ECR appellera à une réponse plus rapide et plus ferme aux pratiques commerciales déloyales, tout en mettant en garde contre le recours à des mesures protectionnistes. En outre, l'ECR soutiendra une stratégie de réduction des risques de l'UE vis-à-vis de la Chine, tout en reconnaissant la Chine comme un partenaire, un concurrent et un rival stratégique. Nous plaidons également en faveur d'une Organisation mondiale du commerce (OMC) réformée, qui donne la priorité à la transparence, à l'équité et à l'efficacité. Cela inclut un organe d'appel renouvelé, un système de règlement des différends à deux niveaux avec une résolution plus rapide des litiges, le renforcement des mécanismes d'application, la lutte contre les pratiques de dumping et la facilitation de l'accès au marché pour les PME.

L'ECR promouvra un partenariat florissant avec l'Inde

Le groupe ECR reste fermement engagé à faire progresser les relations fructueuses et de longue date entre l'UE et l'Inde, la plus grande démocratie du monde. Nous travaillerons activement à l'approfondissement et à l'élargissement du Conseil du commerce et de la technologie UE-Inde, ainsi qu'à la conclusion d'accords globaux sur le commerce, la protection des investissements et les indications géographiques. Au-delà du commerce, nous forgerons de nouveaux partenariats dans les domaines de la sécurité, des semi-conducteurs, de l'environnement, de l'énergie, du transport maritime et de la coopération douanière. En outre, nous soutenons le dialogue UE-Inde sur les droits de l'homme, en l'utilisant comme une plateforme puissante pour promouvoir la liberté religieuse dans le monde entier, une valeur fondamentale que l'ECR défend et promeut ardemment.

L'ECR fera campagne pour que les dépenses consacrées au développement mondial soient plus efficaces

L'ECR estime qu'une meilleure coordination entre la Commission européenne et les institutions financières de l'UE telles que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est essentielle pour garantir leur efficacité, de sorte que leurs actions soient alignées et synergiques plutôt que de dupliquer les efforts ou de créer une concurrence. L'ECR plaidera également en faveur d'un engagement accru du secteur privé dans les efforts de développement afin de renforcer ces initiatives.



Nous investirons judicieusement pour un avenir plus intelligent : Transformer le budget de l'UE pour le XXIe siècle

L'ECR demandera une réaffectation efficace du budget au lieu de nouvelles ressources propres
Le groupe ECR s'efforcera de développer les éléments de la budgétisation basée sur la performance dans le cadre du règlement financier. Nous pensons qu'il est impératif que l'UE accorde une plus grande attention à l'obtention de résultats concrets à partir des financements de l'UE, afin de garantir une gestion efficace des politiques et une optimisation des ressources. Nous attendons de la Commission qu'elle introduise une solide « culture de la performance » au sein de ses directions générales, en utilisant des indicateurs de performance clairs et facilement compréhensibles, conformément au principe de bonne gestion financière. Nous demandons également à la Commission d'adopter une approche de gestion allégée afin de rationaliser les opérations et d'améliorer l'efficacité.

L'ECR demandera un meilleur contrôle budgétaire
Le groupe ECR demande à la Commission de développer un système de contrôle budgétaire amélioré et proportionné. Nous pensons qu'une partie intégrante de ce système devrait être constituée par les exigences en matière de rapports, qui doivent être à la fois détaillés et transparents, fournissant un aperçu complet des bénéficiaires des fonds de l'UE et de la ponctualité des paiements. La performance, le rapport qualité-prix et les résultats obtenus grâce au financement de l'UE devraient toujours être examinés attentivement afin de déterminer l'impact à long terme des dépenses de l'UE.

L'ECR s'opposera fermement à l'introduction de taxes européennes
Le groupe ECR soutient le système actuel de contributions nationales parce qu'il répartit la charge fiscale de manière juste et équitable entre les États membres. Nous nous opposons fermement à l'introduction de taxes au niveau de l'UE, car cela réduirait la transparence fiscale et empiéterait sur les compétences des États membres en matière de fiscalité. Une telle mesure se traduirait également par une augmentation de la charge fiscale globale pour les citoyens et les entreprises.

L'ECR défendra la souveraineté fiscale des États membres
Le groupe ECR est fermement décidé à maintenir la fiscalité dans les limites de la compétence des États membres. Nous pensons qu'une saine concurrence fiscale entre les États membres est essentielle pour promouvoir la responsabilité fiscale, protéger les intérêts des contribuables et stimuler la croissance économique dans l'ensemble de l'UE. En outre, nous nous opposerons avec véhémence aux groupes euro-fédéralistes désireux d'empiéter sur la souveraineté fiscale des États membres en imposant le vote à la majorité qualifiée sur les questions fiscales au sein du Conseil.





Nous orienterons la trajectoire de l'Europe : Plaider en faveur de l'élargissement et naviguer dans un paysage géopolitique en mutation

L'ECR soutiendra la poursuite de l'élargissement de l'UE
L'élargissement de l'UE s'est avéré être un investissement géostratégique dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité, et nous soutiendrons donc la poursuite de l'élargissement. Nous soulignons que le processus d'élargissement est fondé sur le mérite et que les pays candidats peuvent progresser sur la voie de l'élargissement s'ils mettent en œuvre les réformes nécessaires. Les pays candidats doivent respecter pleinement tous les critères de Copenhague, et l'UE doit maintenir et renforcer sa capacité à intégrer de nouveaux membres sans appliquer une approche unique. En particulier, en ce qui concerne les pays candidats voisins de l'UE, l'Ukraine et la Moldavie, nous encourageons le Conseil à adopter les cadres de négociation dès qu'ils auront fait les réformes nécessaires. Nous soulignons que le processus d'élargissement ne doit pas être utilisé comme une porte dérobée pour introduire, par exemple, des modifications du traité et de nouveaux pouvoirs tels que le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil sur les questions de politique étrangère.

L'ECR s'efforcera de renforcer les liens avec le Royaume-Uni
L'ECR souhaite une coopération approfondie et globale entre l'UE et le Royaume-Uni dans de nombreux domaines politiques, tels que le partage de renseignements, la cybernétique, la lutte contre le terrorisme, la politique étrangère et de sécurité, l'énergie et la gestion des migrations. Compte tenu du rôle actif joué par le Royaume-Uni, allié proche et indispensable de l'OTAN, dans la sécurité et la défense européennes, nous serions favorables à un cadre structuré de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité. L'ECR est prêt à accueillir la participation du Royaume-Uni à de nouveaux programmes de l'UE tels qu'Erasmus+, s'il le souhaite. En outre, nous pensons que le Royaume-Uni devrait être un partenaire dans une nouvelle macro-région pour la mer du Nord, renforçant la coopération entre tous les pays et régions riverains.

L'ECR favorisera une approche plus nuancée à l'égard de la Chine
L'ECR continuera à s'intéresser aux risques liés aux efforts de l'UE pour améliorer les relations avec la Chine. Il est particulièrement préoccupé par la répression généralisée des minorités, les restrictions croissantes des libertés fondamentales, la diminution de l'autonomie et de la démocratie à Hong Kong et l'affirmation croissante de la Chine dans la région indo-pacifique. L'ECR cherchera également à renforcer les relations de l'UE avec Taïwan.

L'ECR demandera à l'UE d'améliorer ses relations avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
L'ECR continuera à suivre la situation géopolitique au Moyen-Orient. Au Maghreb, l'accent est mis sur la promotion de relations solides, en particulier dans le domaine de la migration, afin de réduire l'immigration illégale vers l'UE. L'ECR soutient les accords d'Abraham et encourage davantage de pays à normaliser leurs relations avec Israël. L'ECR condamne le terrorisme dans la région et veille à ce que l'argent des contribuables européens n'aille pas à des organisations ou à des individus figurant sur la liste des organisations terroristes de l'UE. En réponse à l'attaque terroriste sans précédent du Hamas contre Israël le 7 octobre, l'ECR demande à l'UE de désigner les dirigeants du Hamas comme faisant partie de la liste des organisations terroristes de l'UE.

L'ECR encouragera une politique plus affirmée de l'UE à l'égard de l'Iran
L'ECR continuera à faire pression pour que l'UE adopte une politique plus affirmée à l'égard de l'Iran, en se concentrant sur ses programmes nucléaires et de missiles balistiques, sur le soutien de l'État au terrorisme et sur la diplomatie de la prise d'otages. Nous avons toujours condamné et continuerons à condamner les violations flagrantes des droits de l'homme par l'Iran et son soutien au terrorisme dans la région et dans le monde. L'ECR demande donc instamment à l'UE de désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), les Houthis et le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'UE. En outre, l'ECR reste ferme dans son soutien à la dignité humaine et à la démocratie et contre l'extrémisme dans la région.

L'ECR demandera à l'UE d'améliorer ses relations avec les régions d'Afrique subsaharienne
L'ECR suivra de près la situation géopolitique en Afrique subsaharienne, en se concentrant sur la lutte contre les migrations internes vers la région du Maghreb, qui se transforment généralement en migrations illégales vers l'Europe. L'ECR soutiendra l'engagement politique et les dialogues politiques afin de définir une relation de coopération entre l'UE et l'Afrique subsaharienne. Nous nous concentrerons également sur la protection des chrétiens de la région dont la sécurité est menacée par les groupes terroristes islamiques.



RÉTABLIR LE BON SENS


RÉTABLIR LE
BON SENS



FOLLOW US

www.ecrgroup.eu

ecrgroupeu

ecrgroup

ecrgroupeu